**Clause d’engagement de confidentialité dans le cadre d’un partenariat avec un organisme extérieur**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de la société/organisme extérieur |  |
| Représenté(e) par (Nom et qualité) |  |
| Objet (Réservé à la collectivité) |  |

Les supports informatiques fournis par la collectivité et tous documents de quelque nature qu’ils soient résultant de leur traitement par la société/l’organisme dénommé ci-dessus restent la propriété de la collectivité.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

En tant que représentant de la société/l’organisme dénommé ci-dessus, étant à ce titre amené, ainsi que mes collaborateurs, à accéder à des données à caractère personnel, je déclare reconnaître la confidentialité desdites données.

Je m’engage par conséquent, conformément au cadre réglementaire en vigueur (Loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés et Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016) à prendre toutes précautions

conformes aux usages et à l’état de l’art dans le cadre de mes attributions afin de préserver

la sécurité et la confidentialité des informations auxquelles la société/l’organisme a accès, et en particulier d’empêcher qu’elles ne soient modifiées, endommagées ou communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Je m’engage en particulier à :

- ne pas utiliser les données auxquelles je peux accéder à des fins autres que celles prévues

par mes attributions dans le cadre de la présente collaboration ;

- ne divulguer ces données qu’aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs

fonctions, à en recevoir communication, qu’il s’agisse de personnes privées, publiques,

physiques ou morales ;

- ne faire aucune copie de ces données sauf à ce que cela soit nécessaire à l’exécution de

mes fonctions et sous réserve d’avoir obtenu l’accord écrit préalable de la collectivité, il sera procédé à la suppression de toute copie après utilisation dans le cadre d de la présente collaboration ;

- prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l’état de l’art dans le cadre de mes

attributions afin d’éviter l’utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;

- prendre toutes précautions conformes aux usages et à l’état de l’art pour préserver la

sécurité matérielle de ces données ;

- m’assurer, dans la limite de mes attributions, que seuls des moyens de communication

sécurisés seront utilisés pour transférer ces données, sous réserve d’avoir obtenu l’accord écrit préalable de la collectivité;

- assurer, dans la limite de mes attributions, l’exercice des droits d’information, d’accès et

de rectification de ces données ;

- selon le choix de la collectivité, supprimer ou restituer intégralement les données, fichiers informatiques et tout support d’information relatif à ces données, et détruire toute copie existante, à l’issue de la présente collaboration, ou par anticipation en cas de résiliation de la présente convention.

Cet engagement de confidentialité, en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, demeurera effectif, sans limitation de durée à l’issue de la présente convention, quelle qu’en soit la cause, dès lors que cet engagement concerne l’utilisation et la communication de données à caractère personnel.

La collectivité se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par la société/l’organisme dénommé ci-dessus.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité de l’organisme peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La collectivité pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur l’organisme, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

J’ai été informé que toute violation du présent engagement m’expose notamment à des

sanctions financières et pénales conformément aux dispositions légales en vigueur.

Fait à

Le

Le Président Directeur Général *ou* le

Directeur *ou autre représentant de*

*la société/l’organisme à désigner*

*(Signature et cachet)*

*Nom du représentant*